



AGROBIOSCIENCES

UN HORS-SERIE DU CYCLE ALIMENTATION

Café des Sciences et de la Société du Sicoval

MARS 2000

ALIMENTATION : RISQUES & LANCEURS D'ALERTE

Didier Torny

Edité par la Mission Agrobiosciences. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site :

<http://www.agrobiosciences.org>



Risques alimentaires et lanceurs d'

Avec Didier Torny, chercheur à l'école des hautes études en sciences sociales. Auteur du livre avec Francis Chateauraynaud, intitulé : « les sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque ».

L'INTERVENTION DE DIDIER TORNÉY

Didier Torny : Tout d'abord je vous remercie de m'avoir invité. Je vais vous rappeler brièvement le contexte dans lequel cette recherche a eu lieu ainsi que les objets d'étude qu'elle s'est donnée. Avec cette précision : si j'ai certes beaucoup travaillé sur le dossier ESB (Encéphalopathie spongiforme bovine), je ne suis toutefois pas un spécialiste de l'alimentation en tant que telle.

Le travail de recherche en question a commencé en 1994, dans le cadre du programme CNRS « Risques collectifs et situations de crise ». Dans ce programme, sous la direction de Luc Boltanski, nous avons présenté un projet collectif qui avait pour thème initial « Les prophètes de malheur ». Thème qui s'est ensuite transformé, pour devenir « Les lanceurs d'alerte » sous la direction de Francis Chateauraynaud. Il faut comprendre que ce programme CNRS a été créé à la suite de l'affaire du sang contaminé – et si l'on était cynique, on pourrait dire que les politiques l'ont soutenu pour éviter qu'une affaire du même genre ne leur arrive dix ans plus tard.

Notre projet était simple et consistait à dire :

Dès qu'une catastrophe survient, quelle que soit sa nature, il existe toujours des personnes, en général ce sont des représentants publics, mais ce peut être également une entreprise privée, un journaliste, n'importe qui, pour affirmer avoir averti de l'émergence ou de la possibilité de l'existence d'un tel danger : « je n'ai pas été écouté et à présent la catastrophe a lieu ».

Face à ce type de parole, deux attitudes sont possibles : soit l'on considère qu'il s'agit de personnes qui essaient de se valoriser après coup. Soit, comme nous l'avons fait, on les prend véritablement au sérieux, c'est-à-dire qu'on essaie d'analyser la nature des alertes qu'ils lancent, à qui elles s'adressent, ce qu'elles deviennent, quelles sont les différentes modalités de prise en charge de ces alertes. Pour ce faire, il s'agissait non pas de travailler sur les dossiers passés, mais sur des dossiers à forte potentialité de développement. C'est pour cela que nous avons choisi, en 1995, trois dossiers : le nucléaire, qui était à peu près calme à l'époque – c'était avant l'intervention du professeur Jean-François Viel (NDLR : en décembre 1995, le magazine Science & Vie consacre un article aux études menées par cet épidémiologiste autour de l'installation nucléaire de La Hague, où il constate un « pic de leucémies ») ; l'amiante, dossier qui commençait

Dès qu'une catastrophe survient, quelle que soit sa nature, il existe toujours des personnes, en général ce sont des représentants publics, mais ce peut être également une entreprise privée, un journaliste, n'importe qui, pour affirmer avoir averti de l'émergence ou de la possibilité de l'existence d'un tel danger : « je n'ai pas été écouté et à présent la catastrophe a lieu ».

alerte

doucement à refaire surface et qui revêtait également, à nos yeux, un aspect assez piquant, puisque nous nous trouvons à la Maison des Sciences de l'Homme, qui était le lieu le plus amianté de Paris après l'Université de Jussieu. Enfin, les maladies à prions, c'est-à-dire la maladie de la vache folle et la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Sur ces dossiers, il s'agissait donc d'analyser quelles étaient les alertes lancées et la manière dont elles étaient reprises ou non, les discussions ou les controverses auxquelles elles donnaient lieu, dans quels milieux, etc. Mais d'abord, qu'est-ce qu'une alerte ? C'est quelque chose de très simple. ça peut être un éleveur qui dit, à la toute fin des années 80 : « Ma vache bouge bizarrement ». Tant qu'il le pense dans son coin, ce n'est pas vraiment une alerte. En revanche, s'il appelle son vétérinaire et lui dit : « Ma vache bouge bizarrement, or j'ai vu un truc à la télé sur la vache folle et ça y ressemble » Que va en faire le vétérinaire ? On suppose qu'il va examiner la vache, qu'il va éventuellement donner un diagnostic, ou lui-même se diriger vers quelqu'un qu'il va considérer comme de plus expert, de plus compétent, qui pourra avertir les autorités publiques. Voilà typiquement ce qu'est une alerte, voilà ce qu'était notre programme.

Ce programme a débouché sur différents résultats, dont ce livre, qui vise en quelque sorte à lutter contre une vision, très, très partagée aujourd'hui, en particulier dans le domaine alimentaire, qui est celui de la crise. Tous les deux jours, on entend : il y a une crise de la listéria, une crise des salmonelles, une crise de la dioxine. Donc, des crises sans arrêt, ce qui tend à soutenir qu'il existerait un mode de fonctionnement administratif et privé assez étrange, qui pourrait être décrit en deux états : l'état « zéro » : la routine, les gens qui travaillent et puis, paf, il y a un truc qui se passe, c'est l'état « un », la crise. Évidemment, le travail que nous avons effectué montre qu'en deçà de ces phénomènes qualifiés de crises, une multitude de petits phénomènes, de petits précurseurs et d'alertes ont lieu, qui sont pris en compte ou qui ne le sont pas, qui sont traités localement ou, au contraire, reversés sur un plan plus général. Et s'il y avait un but à cet ouvrage, c'était peut-être de favoriser une attitude politique, au sens général du terme, qui opère le suivi des processus, y compris lorsque ceux-ci sont émergents, faibles, dissipatifs, étranges, bizarres, incongrus avant même évidemment qu'ils n'atteignent potentiellement quelque chose de catastrophique. Car si vous ne faites pas attention aux signaux d'alerte, vous pouvez vous retrouver par exemple avec le dossier de l'amiante, où l'Inserm mène un jour des analyses et déclare soudain : eh bien, il y a deux milles morts par an.

Donc si nous avons choisi de travailler sur des domaines où le nombre de morts n'est pas très important - la route, l'alcool, le tabac tuent beaucoup plus, pour le moment, que la vache folle -, c'est précisément parce que les acteurs et nous-mêmes, nous nous plaçons dans une attitude où « on ne sait

Et il s'agit précisément de porter l'attention sur des phénomènes émergents qui peuvent pointer, avant qu'elles aient lieu, des situations potentiellement catastrophiques. Le paradoxe, c'est que si vous prenez les bonnes mesures, à la limite, il ne se passe rien. Voyez toutes les discussions autour du « bug » de l'an 2000 : malgré quelques indices, finalement, on ne saura jamais. A-t-on dépensé tout cet argent pour rien ?

pas ». On ne sait pas si, demain, il y aura dix morts ou un million de morts.

Et il s'agit précisément de porter l'attention sur des phénomènes émergents qui peuvent pointer, avant qu'elles aient lieu, des situations potentiellement catastrophiques. Le paradoxe, c'est que si vous prenez les bonnes mesures, à la limite, il ne se passe rien. Voyez toutes les discussions autour du « bug » de l'an 2000 : malgré quelques indices, finalement, on ne saura jamais. A-t-on dépensé tout cet argent pour rien ?

A-t-on écouté à tort tous ces lanceurs d'alerte qui disaient « ça va être la catastrophe, tous les avions vont tomber, les trains ne vont plus marcher, les centrales nucléaires vont péter » ? Ou bien est-ce parce que, justement, on a pris toutes les bonnes mesures que le phénomène a complètement disparu ?

Nous avons distingué différentes caractéristiques qui permettent de comprendre la prise en compte ou l'absence de prise en compte d'une alerte. La première, l'une des plus importantes, concerne le dispositif que vous visez lorsque vous lancez une alerte. Je vous donnais l'exemple de l'éleveur qui s'adresse à son vétérinaire ; cela paraît logique, mais il pourrait aussi se diriger vers un réseau d'épidémiologie ou vers un journaliste, une cellule de crise, un ministère. Sauf que selon le dispositif que vous visez, vous ne mettez pas en avant les mêmes types de propriétés. Est-ce qu'une seule vache intéresse directement le ministère de l'Agriculture ? Cela paraît difficile.

Deuxième élément très important : la mise en évidence de précédents. Si vous voulez faire passer une alerte, la meilleure façon consiste à dire : « comme dans le cas du sang contaminé, la listéria tue des gens silencieusement ». Tout est dans ce « comme dans ». Évidemment, il faut que vous fassiez plus que ça, il faut pouvoir décortiquer un peu le dossier, justifier votre comparaison. Reste que l'existence de précédents est centrale. L'affaire de la vache folle, qualifiée comme telle à partir de mars 1996, n'aurait jamais existé sans le précédent de l'épidémie du sida. De même qu'aujourd'hui, la montée des dossiers alimentaires ne peut exister que par la « réussite », et j'insiste bien sûr ce terme, la « réussite » de la crise de la vache folle.

Troisième élément, encore plus important : le type de tangibilité que vous mettez en avant. C'est-à-dire ce qui vous permet de désigner un phénomène comme existant, sur une base perceptuelle. Car l'une des choses remarquables que nous avons constatées, c'est la formidable rationalité des gens. Personne, par exemple, n'a dit : « le prion, c'est la faute des Russes, ils ont développé cette petite bête dans des laboratoires en Sibérie, ça s'est échappé et des agents américains, payés par les lobbies bien connus, l'ont introduit en Grande-Bretagne avant qu'elle ne passe sur le Continent... ». Voyez ce genre d'explication qui évidemment, là, a du mal à mettre en place des éléments tangibles sur la façon dont cela aurait pu avoir lieu. Sur l'ESB, l'une des choses les plus intéressantes, en termes « délirants », c'est la réponse suivante à la question pourquoi les vaches sont folles ? « Eh bien, parce qu'elles sont privées de plaisir sexuel. En effet, avez-vous entendu parler de taureaux fous ? Non. En revanche, les vaches qui ne peuvent plus copuler normalement sont amenées

à développer une mélancolie... Il y a une personne qui a écrit des lettres de 30 pages à l'Inra en développant cette idée. Ce n'est pas idiot, il n'y a effectivement pas de taureaux fous - mais au passage, signalons qu'il n'y a pas non plus de bœufs fous -, et voilà typiquement une tangibilité mise en avant, en indiquant que seuls les individus de sexe féminin sont touchés. Le problème, c'est que les prions, comme le nucléaire, ne sont pas directement tangibles : vous n'avez aucun moyen de les voir. Il y a peut-être des prions dans la viande que vous mangez, mais vous ne pouvez pas les voir, pas les goûter, ni les sentir, ni les entendre. Or dès que vous perdez la tangibilité, l'alerte a du mal à passer. C'est pourquoi les acteurs qui lancent des alertes vont sans arrêt essayer de retrouver du tangible, c'est-à-dire essayer de marquer un phénomène visible, touchable, quelque chose qui passe par la perception et par les sens. Prenez le cas des farines animales : elles ressemblent à n'importe quelle autre farine. Il faut donc, par exemple, passer par un laboratoire pour mettre en avant les propriétés intimes de cette farine qui ressemble à toutes les farines.

Enfin, dernier élément très important et qui distingue très fortement le dossier de l'ESB des autres alertes alimentaires : les modalités temporelles de l'alerte. Que dites-vous quand vous lancez une alerte ? Vous dites par exemple : « il est peut-être déjà trop tard ». C'est une façon de marquer une urgence. Ou bien vous dites : « Si nous n'agissons pas aujourd'hui, demain, ce sera trop tard ». Et vous pouvez même donner un délai : « si, dans les 5 ans à venir, la France ne s'équipe pas d'un laboratoire destiné à traiter des pathologies telles que le virus Ebola, et bien, il peut y avoir une catastrophe ». Cette forme d'urgence pour les pouvoirs publics est typique dans le cadre de la listéria : si vous n'enlevez pas les rillettes bidule, le fromage machin, les langues truc, vous risquez d'avoir des contaminations dans les huit semaines à venir. En revanche, ce phénomène d'urgence joue beaucoup moins dans le cadre de l'ESB, puisque nous avons affaire à des phénomènes longs, ce qui pose d'autres problèmes.

Car ce temps long fait que des alertes et des prophéties de malheur peuvent être lancées. Aujourd'hui, je peux dire tout à fait sérieusement : « En 2025, il y aura un million de morts en Angleterre ». Il n'y aura pas un scientifique sérieux pour me contredire de manière absolue. Il dira par exemple : « il n'y aura peut-être que 100 morts », mais tout est dans ce « peut-être ». Cette incertitude fait que les alertes extrêmement lointaines et très catastrophiques peuvent passer. Par exemple, à l'heure actuelle, nous avons tous les éléments pour dire que le prion ne passe pas à travers les produits sanguins, mais toutes les mesures sont quand même prises pour faire comme si. Et elles ont un coût extrêmement important.

Voilà pour les caractéristiques de l'alerte. À présent, j'aimerais développer trois points. Premier point, j'en ai déjà un peu parlé : pourquoi, finalement, s'occuper de dossiers où l'on dénombre peu de morts ? J'ai donné des éléments de réponse : à partir du moment où les alertes, dans le domaine alimentaire par exemple, disposent de puissants précédents tels que la vache folle, où des dispositifs de cellules de crise ou des réseaux d'épidémio-surveillance ont été mis en place, permettant de faire des recoupements tels que : « les 30 listérioses proviennent de la même souche

Car ce temps long fait que des alertes et des prophéties de malheur peuvent être lancées. Aujourd'hui, je peux dire tout à fait sérieusement : « En 2025, il y aura un million de morts en Angleterre ». Il n'y aura pas un scientifique sérieux pour me contredire de manière absolue. Il dira par exemple : « il n'y aura peut-être que 100 morts », mais tout est dans ce « peut-être ».

de listéria, donc c'est bien une épidémie » (si vous n'avez pas de réseau, vous avez 30 listérioses dans les quatre coins de la France, et puis c'est tout, vous ne pouvez pas en dire grand-chose). Donc à partir du moment où tout cela a été installé, l'attention portée à des phénomènes marginaux peut être extrêmement importante. Il y a d'autres éléments sur lesquels je ne m'étends pas ici, comme les changements au niveau du code pénal avec la possibilité de mise en cause, de manière beaucoup plus prégnante, des responsables publics et des élus locaux en particulier, voire la possibilité de faire jouer le délit de mise en danger de la vie d'autrui. Cela signifie qu'aujourd'hui, un lanceur d'alerte peut envoyer une lettre à une autorité publique qui mentionne : « en cas d'absence de réponse de votre part, je serai fondé à engager une action pour mise en danger de la vie d'autrui ». C'est arrivé dans différents domaines, notamment concernant la pollution de l'air à Paris. Et cela peut entraîner en retour des phénomènes de panique au niveau des pouvoirs publics. On l'a vu récemment à propos de la fameuse vache découverte dans un abattoir breton, qui présentait des signes de tremblements nerveux. Je pense que tout le monde a entendu parler de cette histoire. Eh bien voilà typiquement un mauvais traitement de l'alerte, si tant est que je puisse me permettre un tel jugement. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas d'urgence. Il suffisait de retirer la vache, d'isoler le troupeau et de dire à l'éleveur : « écoutez, on a un problème avec votre vache, nous allons envoyer les tissus au laboratoire et en attendant les résultats, vous ne vendez pas de bêtes ». Bref, le préjudice n'est pas forcément énorme, ça reste relativement « confidentiel », avec toutefois une surveillance de l'élevage. Or, ce n'est pas du tout ce qui c'est passé. Par peur d'être accusées de cacher une information, les autorités locales ont immédiatement transmis l'alerte et celle-ci a notamment été reprise par les médias. Aussitôt, apparaît une figure complètement différente de celle de l'alerte : le procès. Avec des raisonnements tels que : que fait cette vache ici, elle n'a rien à faire dans l'abattoir, il y a un problème d'identification, le système n'a pas fonctionné ou bien il y a des fraudes. Évidemment, s'ensuivent des réactions massives de la part des autres éleveurs et une perte de chiffre d'affaires immédiate pour l'abattoir. Après, lorsque l'alerte s'avère négative, c'est-à-dire que la vache n'est pas caractérisée comme étant atteinte de l'ESB, on entend alors ce reproche : « Ah mais, qu'est-ce que ça veut dire, vous avez lancé l'alerte pour rien ? » Or, une alerte n'a pas à être vraie ou fausse. Lorsque vous lancez une alerte, c'est justement que vous n'êtes pas sûr de vous. Vous avez une inquiétude, vous la transmettez, et l'objectif consiste à trouver un bon dispositif pour la résorber. Par exemple, un test qui permet de dire, oui je suis séropositif, oui je suis séronégatif. Il ne s'agit pas de passer immédiatement à autre chose. Mais quand l'alerte n'est pas prise en compte, il est certain que les gens basculent très vite vers la dénonciation, à tort ou à raison, en disant : « on ne m'a pas écouté, j'ai pourtant averti qu'il y avait tel problème à telle usine, et les pouvoirs publics ne font rien. » Dans ce cas, cela peut se transformer en : « le Préfet est dans le coup ou c'est le lobby truc... ». Donc on s'intéresse à l'aliment pour deux raisons : d'abord à cause de la mise en cause de la responsabilité, ensuite à cause du déploiement

de moyens d'épidémiologie-surveillance beaucoup plus puissants qu'il y a 15 ou 20 ans. Enfin, à cause de l'existence de précédents qui font que peu de morts aujourd'hui peut signifier beaucoup de morts demain, y compris concernant les épidémies de listériose. Je rappellerai à titre d'exemple qu'aux États-Unis, le nombre de toxi-infections alimentaires collectives est absolument monstrueux : 5 à 10 000 personnes par an meurent d'*Escherichia coli*, de listériose, de salmonelle, etc., contre moins d'une centaine en France.

Deuxième élément que je voudrais souligner : l'importance relative des médias. Parce qu'évidemment, l'idée actuellement développée consiste à les incriminer pour leur rôle moteur : si on parle autant de ces problèmes, c'est parce que les médias s'emparent du sujet - l'alimentation ça fait vendre - et titrent à la Une : « de la merde dans nos assiettes », « la bouffe folle », et autres dossiers.

Donc ce seraient les médias qui provoquent les crises. Nous nous inscrivons en faux par rapport à cette vision. Pourquoi ? Quand on analyse ce que publient et diffusent les médias, on s'aperçoit que 90 % à 95 % des informations sont des reprises de communiqués ou des interviews, en particulier ceux des pouvoirs publics.

Lorsque ces derniers signalent qu'il y a tel problème à tel endroit, l'information est reprise telle quelle par l'AFP, et vite fait, Libération dit « il y a un problème à tel endroit, allons voir ». On interviewe les gens et ça monte, ça monte, ça monte. Mais le point de départ consiste presque toujours en une annonce officielle. Moi qui ai travaillé sur le dossier ESB avant sa montée dans l'espace public, en mars 96, je peux vous affirmer qu'il n'y avait alors presque aucune reprise des informations de la presse de vulgarisation scientifique ou de celle de la presse des consommateurs, lorsque celles-ci lançaient l'alerte et demandaient un certain nombre de mesures. Cela n'intéressait personne. Pourtant, cela concernait l'alimentation, on annonçait des morts. Je pourrais ainsi prendre une dizaine de dossiers qui n'ont pas la faveur des médias, pour la bonne et simple raison, à mon avis, qu'elles ne sont pas prises en charge par d'autres personnes. Comme leur nom l'indique, les médias ne font qu'avoir un rôle de médiateur. Ils peuvent effectivement amplifier, donner un effet de loupe, mais le point de départ est dû aux médias dans 3 à 5 % des affaires, et dans 95 % des cas à un autre acteur, qu'il soit syndicaliste, chef d'entreprise, représentant de l'État, etc.

Troisième et dernier point, pour que tout cela fonctionne, c'est-à-dire pour que les alertes passent, il faut un état de vigilance aiguë. En effet, quel est le meilleur moyen de ne pas avoir de vaches folles sur son territoire ? C'est simple, vous ne formez pas les vétos à les reconnaître, vous ne mettez pas de contrôle dans les abattoirs, et vous avez zéro cas de vache folle. Il n'y a aucun problème et vous pouvez exporter dans tous les pays du Moyen-Orient, du Tiers-monde, etc. Repérer un cas nécessite une attention, une vigilance plus particulière. Vous devez effectivement dire : « soyez là, soyez attentif ». C'est une condition nécessaire de l'alerte. Dans la mesure où elle s'appuie sur des éléments de type perceptuel, il est nécessaire que les gens soient présents à ce qu'ils font et aux choses,

Donc ce seraient les médias qui provoquent les crises. Nous nous inscrivons en faux par rapport à cette vision. Pourquoi ? Quand on analyse ce que publient et diffusent les médias, on s'aperçoit que 90 % à 95 % des informations sont des reprises de communiqués ou des interviews, en particulier ceux des pouvoirs publics.

qu'ils soient professionnels ou non. Un exemple pour préciser ce point : j'ai pris l'avion de Paris à Toulouse. Là, les hôtesses vous disent : « soyez attentif à nos recommandations de sécurité » et elles indiquent les issues, expliquent les modes d'emploi. Que font les gens ? Ils n'écoutent pas. Ils ont entendu cela 50 fois, ils sont en mode automatique. Maintenant imaginez qu'un crash ait eu lieu au milieu, bon, il n'y a pas la mer entre Paris et Toulouse, mais disons qu'il y a un grand lac au milieu. Croyez-vous que ces gens sont capables d'utiliser leurs gilets de sauvetage ? Non ils n'ont pas été attentifs, parce qu'ils considèrent que c'est de l'ordre de la routine. Eh bien, c'est exactement la même problématique qui se pose à la fois pour les professionnels de santé et les professionnels du monde agricole et agronomique, ainsi que pour chaque consommateur. On a vu cela apparaître à propos de la listéria.

D'un seul coup, on a dit : « mais attention, vous avez un frigo, il faut le laver, il faut regarder quelle température il y a, etc. » C'est-à-dire que le frigo, cette espèce de truc blanc, sur lesquels on met des aimants pour faire joli, était finalement une sorte de boîte noire, complètement neutralisée.

D'un seul coup, on a dit : « mais attention, vous avez un frigo, il faut le laver, il faut regarder quelle température il y a, etc. » C'est-à-dire que le frigo, cette espèce de truc blanc, sur lesquels on met des aimants pour faire joli, était finalement une sorte de boîte noire, complètement neutralisée. Vous mettez au frigo des aliments qu'il faut conserver au frais, et puis voilà, vous ne vous posez pas de questions. Et d'un seul coup, il peut devenir l'objet d'un investissement et d'une attention particulière, qui sont nécessaires pour repérer un certain nombre de phénomènes – ah oui, il n'est pas assez froid, tel produit doit être rangé dans tel bac, etc. Il y a une vigilance nouvelle qui fait que les choses ne continuent plus à ronronner et que les alertes sont entendues.

Si vous me le permettez, toujours sur cette question de la vigilance, je fais une petite digression. J'ai parlé tout à l'heure de la « réussite » de la crise de la vache folle : lorsque les alertes réussissent à être reprises, elles produisent des choses. Reprenons l'exemple de l'avion. On nous dit : « Pendant les procédures de décollage, veuillez ne pas utiliser votre téléphone portable ». Voilà une alerte qui a réussi, c'est-à-dire qu'à un moment donné, un certain nombre d'accidents d'avion ont pu être reliés de manière incertaine à l'utilisation d'appareils tel que le téléphone portable. La réussite, c'est lorsque vous avez une petite phrase, une consigne qui est donnée, un panneau qui indique « attention, ici, radioactivité », toute une série de petits éléments qui demandent évidemment à ce que les gens soient attentifs mais qui marquent bien l'existence d'alertes antérieures qui s'inscrivent dans des dispositifs, dans des consignes, dans des personnes, dans des choses. Et évidemment, l'alerte est, tout comme la critique, un régulateur social, de même que la crise peut avoir des effets positifs. Prenons celle de la vache folle en 1996 : elle a permis la généralisation de nouvelles contraintes telles que la traçabilité, l'origine contrôlée, toute une série de choses qui se mettent en place dans les filières agronomiques et qui font que l'idée de la sécurité alimentaire passe mieux. S'il n'y avait pas eu cette crise, il n'y a aucune raison pour que cela passe. L'idée qu'on puisse être attentif à ce qu'on mange, en tant que consommateur et en tant que citoyen, vient précisément de l'existence d'alertes et de crises passées. Prenons encore deux exemples de la vigilance dans le domaine alimentaire. Le premier pour éclairer ce qu'il se passe quand vous supprimez

la tangibilité. Avant, lorsque les chaînes industrielles étaient moins parfaites, si vous ouvriez un produit et que vous le laissiez, au bout d'un moment, ça moisissait ou ça dégageait une odeur désagréable... Donc vous le jetez. Aujourd'hui, comme les chaînes sont parfaites et que les microbes et autres germes se développent très peu, vous pouvez avoir une contamination à listéria extrêmement importante avec un produit qui paraît tout à fait sain, qui reste en bon état pendant deux ou trois semaines dans votre réfrigérateur. On a supprimé l'aspect tangible du caractère évolutif de la matière vivante qu'est la nourriture. Là, il y a un problème. Il faut redonner aux gens des moyens d'être vigilants, tels que la petite pastille qui noircit, toute une série de petites traces. Il s'est passé la même chose avec le logo VBF. D'un seul coup, les consommateurs ont dit : « attendez, la viande anglaise n'est pas bonne, mais comment je vais savoir, moi, que c'est de la viande anglaise ? » Et bien, vous lui redonnez des prises, vous lui dites, « voilà, il y a une traçabilité, le veau vient de là, la vache a été abattue à tel moment, à tel endroit, par telle personne »... Vous redonnez des moyens aux personnes d'être présentes aux choses et de savoir ce qu'elles mangent. Non pas tant en termes de goût, ça, on peut espérer qu'ils le gardent et qu'ils n'ont besoin de personne d'autre. Mais sur la question de l'attention : ce morceau de viande provient d'un animal, il a été abattu, ça c'est passé comme ci, comme ça, etc. Au niveau des professionnels, c'est extrêmement important. Prenons l'exemple de ce lycée breton, en 1997, où un élève, en coupant sa viande, y trouve une grande aiguille. Première attitude de l'élève : « tiens, c'est marrant », ou bien, « beurk c'est dégueulasse », et il la met sur le côté de l'assiette. Il y en a une troisième qui consiste précisément à lancer l'alerte et à dire, « j'ai trouvé une aiguille ».

On remonte aux cuisines, puis à partir des cuisines, on remonte vers les lots, les éleveurs, et on va ainsi éventuellement détecter des pratiques qu'on va qualifier de frauduleuses, parce que si vous faites des injections dans des morceaux nobles, cela laisse soupçonner l'utilisation d'hormones illégales.

Pour conclure, j'ajouterai que dire que les gens sont vigilants, c'est dire qu'ils sont inquiets. C'est-à-dire que d'un seul coup, on se préoccupe des choses qui se passent autour de la nourriture. Mais ce n'est pas dire qu'il existe une psychose, qualification qui provient exclusivement des dirigeants et des politiques. Qu'est-ce qu'une psychose collective ? Moi, les deux seules que je connaisse un peu, c'est le mouvement de foule, par exemple Charonne 1962, et la fuite des Français sur les routes en 1940, à juste titre ou pas. Voilà ce qu'est une psychose collective en pratique. Avez-vous vu les ménagères de moins de 50 ans se ruer dans les supermarchés et détruire les stocks de viande ? Moi, non.

En fait, cette idée qu'il existe une psychose collective, une panique à propos de la listéria, s'appuie sur le fait que les gens consomment moins les aliments « incriminés ». Alors même que les autorités publiques, dignes de confiance, vous disent qu'il y a un problème, qu'on est en train de retirer des lots mais qu'on peut consommer le reste, il faudrait que les consommateurs continuent tranquillement leur routine. Eh bien non, et c'est normal, naturel. Quelqu'un qui vit dans le monde partage

Mais ce n'est pas dire qu'il existe une psychose, qualification qui provient exclusivement des dirigeants et des politiques. Qu'est-ce qu'une psychose collective ? Moi, les deux seules que je connaisse un peu, c'est le mouvement de foule, par exemple Charonne 1962, et la fuite des Français sur les routes en 1940, à juste titre ou pas. Voilà ce qu'est une psychose collective en pratique. Avez-vous vu les ménagères de moins de 50 ans se ruer dans les supermarchés et détruire les stocks de viande ? Moi, non.

une inquiétude, une préoccupation minimum. Ceux parmi vous qui avez des enfants en bas âge savent ce que je veux dire : d'un seul coup, votre même peut faire des trucs imprévus, il faut donc le surveiller. Il ne faut pas l'enfermer dans une cage, mais regarder s'il ne met pas ses doigts dans la prise, ou s'il n'est pas en train d'avalier de l'eau de Javel, puis l'éduquer pour qu'il dispose de ses propres prises. Ce qui est quand même assez différent de la psychose. Il me semble que du point de vue d'un certain nombre d'experts et de politiques, la qualification de psychose collective marque bien l'absence totale de prise en compte de ce qu'est la vie quotidienne, en particulier dans le domaine de l'alimentation.

Il y aura une multiplication des « crises », qui sont pour nous des alertes, mais c'est extrêmement positif : cela reflète simplement que les gens continuent à être attentifs à leur environnement.

Certes, il ne faut pas non plus qu'il y en ait trop, sinon cela deviendra la routine, comme ça l'est pour les recommandations de l'hôtesse dans l'avion. Du genre : « ah, oui c'est encore une listériose », et puis 6 heures après, « ah, tiens, une salmonelle ».

Il me semble que l'enjeu réside là : comment créer entre l'administration, les professionnels, les experts et les citoyens, un mode de circulation des inquiétudes et des alertes, qui ne fasse pas immédiatement la part à des qualifications de type psychologiques ou psychiatriques ? En disant : « les gens sont inquiets, c'est normal, donnons-leur des moyens de résorber leur inquiétude à travers des consignes, des informations et aussi par la prise en compte de ce qu'ils disent ».

Il me semble que l'enjeu réside là : comment créer entre l'administration, les professionnels, les experts et les citoyens, un mode de circulation des inquiétudes et des alertes, qui ne fasse pas immédiatement la part à des qualifications de type psychologiques ou psychiatriques ? En disant : « les gens sont inquiets, c'est normal, donnons-leur des moyens de résorber leur inquiétude à travers des consignes, des informations et aussi par la prise en compte de ce qu'ils disent ».

À ce propos, il y a quelques années, à Bordeaux, des consommateurs ont appelé d'un seul coup une compagnie des eaux, je ne sais plus laquelle, pour dire que l'eau avait une drôle d'odeur. Il a fallu 50 coups de fil pour que la compagnie finisse quand même par s'inquiéter. Elle a alors procédé à des prélèvements et a découvert un certain nombre d'éléments qui n'étaient pas particulièrement tracés. Ceci pour vous dire que la prise en compte de l'inquiétude des citoyens consiste d'abord à ne pas immédiatement la disqualifier comme étant complètement folle. Mais il ne s'agit pas non plus de traiter immédiatement l'alerte comme quelque chose de public et amenant aussitôt un déclenchement généralisé, tel qu'on l'a vu, par exemple, dans l'affaire Chanterelle ou l'affaire Coca Cola. On voit bien que les pouvoirs publics ont une difficulté à trouver un régime qui soit différent du schéma dual routine/crise. Soit ils « ne font rien », ils laissent la gestion de l'affaire à des délégués sur le terrain, soit ça explose complètement. Et il semble que c'est dans le domaine de l'alimentation où ces éléments sont le plus en jeu. Mais, je le répète, il me semble que l'alerte est particulièrement positive et que sa prise en compte est l'un des moyens d'arriver à une alimentation différenciée et de qualité. Je vous remercie.

LE DEBAT

J.M. Guilloux : *Merci, Didier Torny. Comme ici, nous ne faisons pas de grands discours, nous allons tout de suite laisser la place au débat.*

Ariane Maregiano : *Je suis entièrement d'accord avec vous, quand vous parlez de la vigilance. Il est évident qu'aujourd'hui, l'espèce humaine oscille entre des extrêmes « extrêmes ». Mais à dire vrai, l'attention et la vigilance ont été données il y a 2 600 ans par le transfert neuronique Sidarka Bouddha (sic) qui a expliqué qu'à chaque instant, dès qu'on se réveille et qu'on s'endort, « cerveau en observation, attention, lucidité, discernement, couvert de la vigilance », que nous en sommes à des milliards d'année lumière et que ceci n'est pas naturel aux êtres humains actuellement en incarnation. Par ailleurs, je voudrais revenir sur cette histoire de la vache à l'abattoir qui, en fait, s'est avérée ne pas être folle. On peut imaginer quand même que cet éleveur avait évidemment déjà fourni des vaches à l'abattoir. Admettons que cette vache ait été folle : on détruit alors certes le troupeau, mais certaines de ses vaches folles sont déjà parties à l'abattoir et ont été consommées par des êtres humains... En fait, dans cette histoire, nous avons eu de la chance. Car que se serait-il passé sinon ?*

Un intervenant : *J'ai remarqué que dans le terme d'alerte que vous avez employé, le média a une importance très forte. Je m'étais amusé à un petit jeu, auquel j'étais d'ailleurs très mauvais, qui consistait à regarder les petites dépêches dans Le Monde, et à essayer de deviner celles qui allaient se développer et celles qui n'allaient pas se développer. Je me trompais souvent, mais j'ai remarqué quand même que, très fréquemment, les grandes annonces sont précédées de petites dépêches. Je voudrais savoir si vous avez repéré les critères qui font que les « brèves » deviennent une information importante ou qu'elles sont étouffées.*

François Saint-Pierre : *Dans le même ordre d'idée, je voudrais savoir comment vous expliquez le fait que l'amiante, problème qu'on connaissait dans les années 70, qui a été repris sans cesse par les médias en 78-80, est restée dans un état intermédiaire, entre controverse, scandale et crise. Ça naviguait entre les deux et même encore aujourd'hui, alors qu'objectivement le nombre de morts réels est important. Ce n'est pas une affaire de 10, 20 ou 50 morts, c'est plus que ça. Et pourtant, cela reste dans un « entre deux ».*

Didier Torny : *Je répondrai d'abord sur l'amiante, pour vous dire que dans notre livre, deux cents pages sont consacrées à ce dossier et qu'il n'est pas facile de répondre succinctement. Néanmoins, je vous donne deux éléments de réponse : le dossier de l'amiante est caractérisé par trois périodes. Avant 1978-1979, il y a effectivement une multiplicité d'alertes qui se sont bâties sur le modèle de la lutte des classes, pour le dire vite il n'y a, chez moi, aucun mépris par rapport à ce type de choses, la moitié*

L'amiante, à cette période, c'est simple, ce n'est pas un problème sanitaire, c'est un problème d'exploitation. C'est-à-dire que vous avez des ouvriers complètement exploités et l'amiantose c'est comme la silicose, c'est comme la mine.

de la société française était réglée par le schéma de la lutte des classes. L'amiante, à cette période, c'est simple, ce n'est pas un problème sanitaire, c'est un problème d'exploitation. C'est-à-dire que vous avez des ouvriers complètement exploités et l'amiantose c'est comme la silicose, c'est comme la mine.

La fin de cette période est marquée par deux éléments reconfigurateurs : d'une part, les arrêtés d'interdiction d'utilisation de l'amiante, dans les floccages en particulier, avec des exceptions telles que l'amiante ciment, renommée en Fibrociment. D'autre part, la mise en place d'une structure, le Comité Permanent Amiante (CPA), qui reflète précisément la structure du type lutte des classes : car dans ce comité, on nomme certes quelques experts, mais surtout des représentants syndicaux, des représentants du patronat, des représentants de l'État. Donc c'est la structure tripartite classique des années 50 à la fin des années 70.

Vient ensuite une deuxième période, où prédomine le silence au sens médiatique du terme, parce que vous avez extrêmement peu d'articles - les seuls parlent de maladies professionnelles où sont mentionnées brièvement les maladies liées à l'amiante. Le dossier est en somme complet et, à la limite, ce n'est pas anormal, car il est censé être traité « en interne » par le Comité Permanent Amiante.

Et puis vous avez une troisième période, à partir d'août 1994, qui est marquée d'une part, par la plainte de femmes d'enseignants qui seraient décédés à cause d'une exposition prolongée à l'amiante dans des établissements scolaires et d'autre part, par la publication massive d'études britanniques sur le nombre de morts très importants repérés dans des études épidémiologiques.

Donc trois périodes distinctes. En fait, le travail que nous avons mené consistait à montrer que durant les quinze années intermédiaires, de silence, vous avez des alertes en permanence, mais ces alertes ne font pas le travail de relais médiatique : elles avaient des relais syndicaux, des relais de toutes sortes, avec des choses assez « marrantes ». Par exemple, au Centre International de Recherche contre le cancer, à Lyon, les chercheurs qui travaillent sur le cancer des poumons dont ceux liés à l'amiante, réalisent d'un seul coup, en 1990, que le bâtiment est amianté. Et à partir de ce jour-là, s'opère un désamiantage express, en quelques mois. C'est à peu près le seul bâtiment pour lequel ça a eu lieu. Autre exemple « amusant », qui marque bien cette nécessité d'attention-vigilance : la ville de Nantes, à partir de 1989, a tenté de mettre au point un inventaire des bâtiments amiantés. Ce projet est ensuite soutenu par une députée, Elisabeth Hubert, qui deviendra par la suite ministre de la Santé. Et cette même ministre de la Santé, lorsqu'elle est interviewée en 1995 par F... Malye, auteur du livre « Amiante. Le dossier de l'air contaminé », dit : « le scandale de l'amiante ? J'ai appris ça à la radio dans ma salle de bain, grâce à un journaliste qui parlait de votre enquête publiée dans Sciences & Avenir ».

Donc vous voyez, le problème est le suivant : comment maintenir dans un système administratif, et là encore il n'y a aucune remarque péjorative, une attention suffisante et un traitement des dossiers, alors que vous avez

pendant ce temps-là des courbes qui sont publiées, par exemple par l'Inserm, qui reflètent l'augmentation progressive du nombre de morts augmente, tout au long des années 80. Et pourtant, à cette époque, les alertes locales ne donnent lieu à aucune relance au niveau national. Alors, c'est un dossier qui est intéressant parce qu'évidemment, il va ressortir sur le modèle « sang contaminé ». Cela devient l'affaire de l'air contaminé. Là où les relations de travail étaient au cœur de la problématique dans les années 70, apparaît un motif complètement différent dans les années 90 : le problème sanitaire.

Pour revenir à la période de silence des années 80, disons que l'une des raisons de ce mutisme est la désyndicalisation et la chute des perspectives de type marxiste, en particulier dans les entreprises. Mais les alertes explosent de partout, par exemple les gardiens de Fleury Mérogis qui disent : « on les voit les plafonds, ils s'écroulent sur les détenus et sur nous, ça ne peut pas continuer ».

Éventuellement, c'est réparé localement. Vous avez même une lettre, là je vais peut-être faire de la dénonciation, qui est envoyée en 1989 par le Comité Permanent Amiante au Premier Ministre Michel Rocard et qui dit à peu près : « il y a de plus en plus de problèmes avec les flocages, notamment dans les établissements scolaires, où il y a des enfants. Si jamais il y a un problème, ça peut donner lieu à une affaire extrêmement importante ». Cela n'a rien donné, pas même au ministère de l'Éducation Nationale. Alors, vous pouvez penser que les politiques sont trop impliqués, en particulier Lionel Jospin et Claude Allègre, qui étaient au ministère de l'Éducation Nationale à l'époque et qui sont susceptibles d'être mis en examen s'il y a une enquête. Cela peut être une des réponses, ce n'est pas celle que je donnerais forcément. Moi, je dirai simplement que le dossier de l'amiante fait l'objet d'un traitement technique - on le voit à travers les mesures de Martine Aubry - c'est-à-dire qui consiste à éviter à tout prix le procès en indemnisant les gens et en espérant qu'ainsi, ils seront « satisfaits ». Je ne dis pas que c'est bien ou pas bien, mais il ne faut pas non plus forcément traîner des affaires en permanence.

Cela me permet de rebondir sur la deuxième question : non, les alertes ne sont pas uniquement liées aux médias. Malheureusement je l'ai oublié, j'avais un tract magnifique de la Protection mondiale des animaux de ferme qui dit, « urgent, danger pour la santé, ne soyez pas fous, interdisez l'importation de veaux britanniques », etc. Ce qui est intéressant, c'est que ce tract date de février 1996. Donc voyez, le mouvement d'alerte, comme les lettres de la CGT de la poste de Saint-Lazare, ne passe pas forcément par les médias, ne serait-ce que parce que les médias eux-mêmes ne vont pas transmettre cette info, en se disant : c'est quoi ce machin ?

Chaque institution, y compris les médias, a ses propres formats d'alerte, ses propres conditions. Si vous avez un problème avec le nucléaire, vous allez voir la Crie-Rad (association indépendante qui surveille tout ce qui touche au nucléaire en France). Et ils peuvent vous répondre : « Attendez, vous n'avez pas de cancer spécifique, on ne peut pas travailler sur ce dossier-là ». Donc chaque dossier a des contraintes, y compris dans les médias, sachant que ce n'est pas parce qu'il y a eu une montée médiatique que cela

Pour revenir à la période de silence des années 80, disons que l'une des raisons de ce mutisme est la désyndicalisation et la chute des perspectives de type marxiste, en particulier dans les entreprises. Mais les alertes explosent de partout, par exemple les gardiens de Fleury Mérogis qui disent : « on les voit les plafonds, ils s'écroulent sur les détenus et sur nous, ça ne peut pas continuer ».

un quelconque effet par la suite. Un article de France Soir, en 1993 signalait qu'un fermier était mort de la maladie de Creutzfeldt-Jakob et faisait le lien avec le fait qu'il buvait le lait de sa vache. Il n'y a eu aucune reprise : les médias ne sont donc pas au centre. En revanche, lorsque des acteurs officiels, légitimes, prennent la parole, en général les médias suivent, surtout si ces acteurs dirigent l'État, qu'ils soient français ou britanniques. Concernant la première question, je vais vous apporter une réponse assez simple. On estime qu'en Grande-Bretagne, il y a eu environ 175 000 cas de vaches repérées et on estime que 800 000 cas en incubation sont passés dans l'alimentation humaine. Donc, il y a eu des tonnes de vaches folles qui sont passées dans l'alimentation à travers les abattoirs. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Marc Verprat : *Il y a une chose que je n'ai pas bien comprise. Qu'est-ce qui fait l'alerte ? Parce que finalement, des messages d'alerte, on les a tous. Pour peu qu'on prête l'oreille, on aura tous les messages d'alerte, vous l'avez dit, toutes les craintes, toutes les hypothèses, toutes les projections. Donc qu'est-ce qui fait l'alerte ? C'est le sens qui est donné à un message particulier par un responsable politique ou un scientifique ? Qu'est-ce qui la fonde ?*

Jean Grelier : *Je voudrais parler d'un sujet qui n'est pas précisément de santé publique, mais qui concerne la gestion des alertes : il s'agit de la contamination des systèmes d'information. Aujourd'hui, on constate l'existence de virus, des systèmes dits « Cheval de Troie », qui permettent des usurpations d'identité et qui prennent la main sur votre poste à distance, dès lors que vous consultez une page web dans laquelle il y a des activistes qui déclenchent des alertes extérieures. C'est un phénomène qui n'est pas tangible, puisque la victime ne constate rien. En revanche, il est connu, notamment des services de gendarmerie informatique. Face à un phénomène d'alerte, on est obligé de l'apprécier sur une base de connaissances que le particulier n'a pas. Alors, je me demande s'il n'y a pas une intention délibérée de faire en sorte qu'on ait de plus en plus de consommation de systèmes communicants, de sites web, alors que les implications sont connues et reconnues, mais qu'elles sont étouffées pour laisser le système parfaitement en vie sur une base de progrès. Qu'on souhaite tous en la craignant...*

Jean-Marc Bels : *Je viens du monde de l'entreprise, je ne suis pas du tout un scientifique sur les problèmes de santé. Par contre, dans l'entreprise, on a aujourd'hui des certifications ISO 9 000, 9001, et autres. Apparemment, on s'est posé des questions sur la façon dont il fallait travailler concrètement et le mieux possible. Mais j'ai l'impression qu'en termes de gestion des alertes, ce n'est pas au point. Tant au niveau des entreprises, comme on a pu le voir récemment chez Total et chez Coca - je ne les ai pas trouvés très brillants dans la façon de gérer les problèmes -, qu'au niveau des autorités de l'État. On a l'impression que tout le monde improvise, y compris des énarques qui, pourtant, devraient pouvoir s'en*

sortir. Y a-t-il des projets de formation à la gestion de l'alerte ? Et dans votre livre, proposez-vous des pistes de réflexion à ce sujet ?

Didier Torny : Il est clair qu'il y a eu un travail de formatage à l'intérieur des entreprises extrêmement important. Évidemment, le problème c'est qu'au-delà de la certification, ce travail va reposer là encore sur la bonne volonté, l'attention, la vigilance des acteurs de l'entreprise et en particulier des salariés dits de base qui jouent un rôle central, comme les vétérinaires de base dans un réseau d'épidémiologie-surveillance.

À propos des formations, je n'ai pas de réponse particulière, si ce n'est que j'assure une session la semaine prochaine pour des vétérinaires. C'est vrai que c'est un problème central. Mais fondamentalement, ça demande de penser que les gens ne sont pas cons. Du point de vue des dirigeants d'entreprise, des politiques de haut niveau, il y a quand même l'idée que le peuple est bête, en particulier à gauche, ce qui n'est pas du tout surprenant. Le peuple est bête, donc on est là pour le diriger et pour lui dire ce qu'il faut faire et ne pas faire. Et lorsqu'on se trouve face à des situations de forte incertitude, où justement, il n'y a pas un discours réglé capable de dire, voilà ce qui est le bien, ou voilà ce qu'est la vérité, évidemment, c'est plus difficile à gérer. Difficile du point de vue « du haut », alors qu'« en bas », c'est beaucoup plus facile.

Encore une fois, dans tous ces domaines, j'ai vu très peu de panique. Prenez les poulets à la dioxine en Belgique. Les autorités mettent en place des containers géants, pour que les consommateurs viennent jeter leurs œufs et leurs poulets. Qu'ont fait les gens ? Ils n'ont pas apporté leurs poulets, ils avaient déjà réglé le problème : ils avaient mis le poulet à la poubelle et puis c'est tout.

Ou bien, ils l'avaient déjà mangé. Dans la vie quotidienne, on ne constate pas de panique intégrale qui arrive d'un seul coup. À travers ces crises et ces alertes, cela montre que les gens sont dotés de capacités d'apprentissage, qu'ils sont capables de percevoir des choses et de se faire un jugement. Même si, évidemment, il faut leur donner l'information. Souvenez-vous la radioactivité, dans les années 50 : personne ne savait ce que c'était. Aujourd'hui, si on vous dit qu'il y a un problème de radioactivité dans votre proche environnement, vous allez vous diriger vers quelqu'un qui a un appareil de mesure. Vous n'allez pas chercher un mutant pour dire ensuite : « eh bien non, il n'y a pas de mutant ici, il n'y a pas d'être humain à trois bras ou de grand brûlé façon Hiroshima, donc il n'y a pas de radioactivité. » Il y a eu un apprentissage global et général de l'ensemble de la population. On pourrait le montrer sur la traçabilité, un terme quasi-inconnu il y a encore cinq ans.

Sur la question précédente, concernant les systèmes informatiques : eh bien, vous voilà transformé en lanceur d'alerte puisque vous me dites qu'il y a des problèmes autour des virus type « Cheval de Troie » ! Je vous dirai d'aller voir du côté des hackers et essayez de développer des moyens de rendre tangible ce type de prises de contrôle. Il suffit d'installer des outils de routine à l'intérieur des machines et de repérer s'il y a des commandes qui sont exécutées depuis l'extérieur. Sur la nécessité du maintien

Encore une fois, dans tous ces domaines, j'ai vu très peu de panique. Prenez les poulets à la dioxine en Belgique. Les autorités mettent en place des containers géants, pour que les consommateurs viennent jeter leurs œufs et leurs poulets. Qu'ont fait les gens ? Ils n'ont pas apporté leurs poulets, ils avaient déjà réglé le problème : ils avaient mis le poulet à la poubelle et puis c'est tout.

des systèmes face à la sécurité, c'est une question permanente. C'est celle qu'on pose quand on vous parle des milliers de morts sur la route. On vous dit : regardez, on ne fait rien pour les morts sur la route. Je pense que les gens de la DDE ou de la prévention routière ne se sentent pas particulièrement inutiles. Ils ne donnent pas l'impression de ne rien faire. Supprimez les DDE et la prévention routière et vous verrez combien il y aura de morts sur la route. À chaque fois, la question se pose d'autoriser une circulation, une activité économique, ou de renforcer la sécurité. Le jour où il y aura de gros problèmes sur les systèmes informatiques, et il y en a déjà eu, il y aura évidemment des modifications.

Mais je vous incite à continuer à lancer votre alerte. Elle risque de passer par les réseaux eux-mêmes. C'est même une des figures les plus évidentes : si vous recevez un jour un message du genre « attention, ouvrez ceci, ça vous protège du virus », il y a 99,5 % de chances pour que ce soit un virus lui-même. C'est-à-dire qu'à partir du moment où l'alerte est un phénomène émergent, les gens s'appuient dessus.

Je remonte à la première question : une alerte ne l'est que si elle est dirigée vers autrui. Si vous avez simplement une inquiétude pour vous-même, si vous pouvez la résoudre, ce n'est pas une alerte. Votre même fait une bêtise, il va au bord de la fenêtre : si vous n'appellez pas les pompiers, que vous le prenez par le cou et que vous le remettez à l'intérieur, il n'y a pas d'alerte. En revanche, si votre enfant est tombé dans ces circonstances et que vous créez une association contre les balcons de petite hauteur, par exemple, afin d'imposer aux architectes un certain nombre de normes, là vous passez effectivement dans l'alerte. Donc l'alerte est un phénomène qui se distingue très fortement de la rumeur, dans le sens où une personne assume le contenu – et assumer le contenu, ce n'est pas dire « mon cousin m'a dit que machin savait que Lionel Jospin était scientologue ». C'est quelqu'un qui vous dit : « il y a des virus dans les systèmes informatiques, j'ai pu le constater moi-même, il faut faire quelque chose ». C'est assez différent des rumeurs typiques, telles que celles sur la traite des blanches, dans le sens où les alertes pointent et quelqu'un assume la parole publique, y compris en terme en termes de responsabilité pénale, par exemple pour le journaliste qui donne potentiellement une fausse nouvelle, celle de la vache à l'abattoir.

Marc Verprat : *Je vais préciser un peu ma question. Par rapport à n'importe quel sujet, prenons le cas de l'ordinateur, vous pouvez entendre tous les discours, par exemple : « Attention les ordinateurs vont influencer votre pensée ». On pourrait même faire un bouquin à la Pérec avec les milliards de propositions, dont chacune pourrait être considérée comme une alerte et qui sont portées sérieusement par des personnes qui ont la conviction de dire la vérité. Parmi ce milliard de possibilités, qu'est-ce qui fait qu'on en retient une et pas une autre ?*

Didier Torny : Il y a deux questions différentes. Je reprécise ce qu'est une alerte en général. Une alerte vise, comme je l'ai indiqué, à détruire les conditions de sa vérification. Quand Monsieur dit, c'est une alerte,

« il y a des virus de type troyens », il ajoute de manière plus ou moins implicite : « il faut que cela cesse ». Donc l'alerte est toujours dirigée vers le futur et vers une résorption de l'inquiétude qu'elle peut elle-même créer : il faut faire quelque chose.

Si on vous dit « l'ordinateur influence la pensée des gens », c'est une alerte si on ajoute « il faut supprimer ces machines avant que l'homme en soit radicalement transformé ». Sinon, c'est une proposition sur l'état du monde et sur ses transformations. Si vous dites par exemple « ah, les saisons, ce n'est plus comme avant », ce n'est pas une alerte. Si vous dites : « le réchauffement de l'atmosphère implique la destruction des îles polynésiennes et la submersion de terres émergées où habitent environ 250 millions de personnes aujourd'hui », c'est une alerte.

Comment peut-elle être entendue ? J'ai donné un certain nombre de conditions tout à l'heure. Il est clair que ces conditions sont également largement influencées par une configuration plus générale. Lorsque nous avons débuté ce travail, l'alerte n'était pas quelque chose de particulièrement émergent. Aujourd'hui, c'est une forme très commune. Et pour rebondir sur l'amiante, les formes typiques de dénonciation de l'injustice passent beaucoup moins bien aujourd'hui que les formes d'alertes de type sanitaire. Si vous voulez, par exemple, dénoncer l'exploitation des ouvriers des plantations de Chiquita en Amérique Centrale, soit vous dites : « c'est dégueulasse, ils ne sont payés que deux dollars par jour, ils vivent dans des conditions déplorables, etc. ». Soit vous dites : « savez-vous que de la triazine et autres pesticides ou insecticides sont versés sur eux alors qu'ils travaillent ? ». Ce type d'argument marche beaucoup mieux, parce que vous insistez sur l'aspect sanitaire. En fait, l'alerte permet de ne pas mettre immédiatement le doigt sur un méchant, à l'inverse des opérations de dénonciation qui désignent un responsable et qui fonctionnaient dans les années 70.

Ariane Maregiano : *Pour en revenir à ce que disait tout à l'heure la personne qui parlait des ordinateurs, vous avez entendu parler du réseau Echelon de la National Security Agency. En revanche, avez-vous entendu parler du projet américain Arp, qui se passe à Gatoka au sud-est d'Anchorage. Il faudrait en discuter, que nous en ayons une idée en France. Vous savez qu'ils ont 48 émetteurs et qu'ils envoient dans la biosphère, à 58 km de la terre, des « extremity low frequencies ». Je voudrais savoir pourquoi les informations françaises ne parlent pas de cette force électro- magnétique dans la biosphère.*

Un intervenant : *Est-ce qu'à partir de l'intervention de cette dame, vous pouvez nous préciser un peu les différences entre ce que vous appelez les prophètes de malheur - il me semble que c'est un petit peu le style de l'intervention qui vient d'être faite - par rapport aux lanceurs d'alerte ? À ce propos, pourquoi avez-vous changé votre thème de recherche ? Est-ce parce que les prophètes de malheur, c'est négatif, et que l'alerte devient d'un seul coup positif ? Mais ça ne me dit pas vraiment à partir de quel moment un lanceur d'alerte devient véritablement efficace.*

La proposition

« L'ordinateur influence la pensée des gens », devient une alerte si on ajoute « il faut supprimer ces machines avant que l'homme en soit radicalement transformé ». Sinon, c'est une proposition sur l'état du monde et sur ses transformations. Si vous dites par exemple « ah, les saisons, ce n'est plus comme avant », ce n'est pas une alerte. Si vous dites : « le réchauffement de l'atmosphère implique la destruction des îles polynésiennes et la submersion de terres émergées où habitent environ 250 millions de personnes aujourd'hui », c'est une alerte.

Est-ce qu'il y a des études de profil psychologique ? Vous dites certes qu'il ne faut pas trop psychologiser, mais dans une étude de cette ampleur. Pour être lanceur d'alerte, il faut sans doute avoir une crédibilité fondée sur un certain nombre de caractéristiques.

Marie-Pierre Bosc : *Je voudrais avoir des précisions sur deux choses : d'une part, sur la crédibilité de la personne qui lance l'alerte. Si c'est un simple citoyen, quelle que soit la véracité de son propos, il faut peut-être qu'il soit relayé par 10, 100, 1 000 citoyens comme lui. Alors que si l'information est relayée par quelqu'un de crédible, cela doit aller plus vite. D'autre part, il me semble que les informations dont on dispose sont souvent celles du contre lanceur d'alerte, c'est-à-dire d'un lobby ou d'un groupe de pression.*

Une intervenante : *Je voudrais vous poser une question sur un autre problème. Pensez-vous que pour le problème du pétrolier Erika, il y a eu alerte ? Et où en sommes-nous aujourd'hui ?*

Fabrice Carvales : *Je pense qu'on vient d'aborder vraiment le fond du débat, puisqu'on parle de qualité et justement je suis très préoccupé par la crédibilité du lanceur l'alerte et est-ce qu'il serait possible d'avoir un organisme spécialisé dans l'alerte, qui justement aurait une crédibilité établie et je pense que ça vaut mieux que d'avoir des espèces de secteurs lanceuses de malheur, je pense que ça me semble être essentiel.*

Didier Torrey : C'est très intéressant parce que j'ai l'impression que vous avez très bien compris mon propos. Tout d'abord, la différence essentielle entre un lanceur d'alerte et un prophète de malheur est très simple. Prenons une prophétie de malheur, tout à fait rationaliste : « le 17 janvier 2029, une météorite de 7,3 km de diamètre heurtera la terre au niveau de l'océan Atlantique et la moitié de l'humanité devrait mourir dans les deux jours qui suivent ». Voilà ce qu'est un prophète de malheur. Il ne vous dit pas : « il faudrait peut-être se préoccuper des météorites, inventer des systèmes pour les surveiller, pour dévier leur trajectoire, etc. » La différence entre les deux n'est pas liée à la nature du phénomène, mais à l'attitude. C'est-à-dire qu'un lanceur d'alerte introduit toujours une réversibilité dans son propos, « on peut encore faire quelque chose », alors que pour le prophète de malheur, il est déjà trop tard. La différence essentielle, c'est la modalité temporelle qui est incluse.

Sur l'Erika, voilà un phénomène typique. À chaque fois qu'une catastrophe arrive, comme je l'ai dit, d'un seul coup, hop, on se réinterroge sur la boîte noire. Là, on s'intéresse à nouveau aux doubles coques, à la structure et à l'état du bateau, on s'interroge sur ce qu'on a fait depuis vingt ans. C'est exactement la même chose sur la question de l'amiante.

Car même lorsque vous déléguez la gestion des problèmes à des structures spécialisées, elles ont tendance au bout d'un certain temps à ronronner et à assurer leur propre survie. Donc, cela demande sans arrêt des rappels et des dispositifs qui permettent de rappeler à la réalité, de dire « oui, au

Car même lorsque vous déléguez la gestion des problèmes à des structures spécialisées, elles ont tendance au bout d'un certain temps à ronronner et à assurer leur propre survie.

fait, ça peut arriver », donc dispose-t-on de pompes qui fonctionnent, capables d'être sur les lieux en deux jours ? Il y a différents moyens pour opérer ces rappels, qui apparaissent souvent ridicules : l'exercice d'alerte est souvent perçu comme ridicule, mais c'est un excellent moyen de se mettre en condition. Et il y a d'autres choses que les fausses alertes : des petits départs, des petits démarrages. On aurait pu se préoccuper, par exemple, de traiter des dégazages habituels avec différents moyens, regarder si telle technique marche. C'est difficile de maintenir à la fois une institutionnalisation et un mouvement permanent, un doute permanent, une incertitude généralisée. Néanmoins, c'est ce qu'essayent de mettre en place les pouvoirs publics, dans le domaine alimentaire, ça travers l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA).

Institutionnaliser l'alerte conduit nécessairement à mettre en doute son porte-parole. Prenez Greenpeace. Dès que l'association prend la parole, on a tendance à la discréditer parce que son discours est connu et catalogué comme écolo, anti-économique ou pro-baleine. Évidemment, en face, du côté des autorités publiques, ça va être pareil, « ah, oui, l'Afssa a dit ça, alors, comme d'habitude, il n'y a aucun problème ». Tout lanceur d'alerte, ou structure d'évaluation des alertes, qui s'est institutionnalisé a tendance à être réparti en deux camps, ceux qui sont alarmistes et ceux qui sont rassurants dans tous les dossiers. Cela demande aux institutions, tout en maintenant le cœur de leur activité, à garder une capacité d'ouverture et d'attention à des gens bizarres, étranges.

Cela me permet de rebondir sur les « citoyens ordinaires » lanceurs d'alerte. Il y a différents exemples qui montrent que le citoyen ordinaire a une action extrêmement importante. L'exemple typique, pour moi, c'est la marche blanche en Belgique. D'un seul coup, des parents de victimes parviennent presque à remonter jusqu'au parti politique. Ces citoyens ordinaires, il faut quand même que quelque chose de particulier leur arrive, ce qui sous-entend le risque complètement assumé de la paranoïa : lorsque vous vous réfugiez sur une alerte qui devient une « cause », le risque, c'est d'être complètement coupé au bout de 30 ans, vous maintenez votre propos et personne ne vous écoute et on se moque de vous. C'est pour cela que c'est extrêmement difficile. C'est un phénomène qui peut aller dans les deux sens. Le fonctionnement normal, c'est que vous lancez une alerte, il existe des institutions, ou bien quelqu'un d'autre pour les reprendre. En revanche, si vous devez porter la charge vous-mêmes, c'est extrêmement lourd, pénible et difficile. En plus, ce sont souvent des dossiers bizarres, pas du tout répertoriés, complètement étranges. On pourrait prendre, dans l'industrie informatique le cas des esters de glycole, on pourrait prendre toute une série de médecins du travail qui n'arrivent pas à faire passer leurs alertes. On a l'impression que tout le monde se fout de ce qu'ils racontent. Donc, oui, c'est tout un travail. Porter une alerte sur la durée est extrêmement prenant et pénible.

Dans le cas de l'amiante, par exemple, une des raisons de la réémergence du dossier, tient à un chercheur en physique, Henri Pézerat, qui se mobilisait déjà dans les années 70, qui a maintenu une mémoire, une vigilance et qui, arrivé à l'âge de la retraite, a consacré son temps à ce dossier pour

<p><i>Dans le cas de l'amiante, par exemple, une des raisons de la réémergence du dossier, tient à un chercheur en physique, Henri Pézerat, qui se mobilisait déjà dans les années 70, qui a maintenu une mémoire, une vigilance et qui, arrivé à l'âge de la retraite, a consacré son temps à ce dossier pour que l'alerte soit prise en charge. C'est d'autant plus coûteux que, comme je le disais tout à l'heure, il y a le risque de la psychiatrie, un risque de soupçon sur la personne qui la décrédibilise.</i></p>	<p>que l'alerte soit prise en charge. C'est d'autant plus coûteux que, comme je le disais tout à l'heure, il y a le risque de la psychiatrie, un risque de soupçon sur la personne qui la décrédibilise.</p> <p>Ce qui va jouer, c'est le type de factualité que le citoyen ordinaire met en avant. Il y a des domaines dans lesquels la factualité est très difficile à mettre en place, c'est le cas de l'informatique et du réseau Échelon. Essayez de démontrer que vous avez été espionné, on va vous prendre pour un taré. Comment vous arrivez à démontrer ça ? Comment parvenez-vous à dire aujourd'hui « l'état français espionne » ? Des journalistes ont essayé de le faire. Je pense au travail d'Eddwy Plenel, par exemple, sous Mitterrand. Quand il écrit « ils sont venus chez moi, mon chat a disparu, on me l'a prouvé, mais c'est un secret », je lis ça, je le crois de bonne foi, mais si le type vient chez moi et me dit, « vous savez ils font ça à plein de journalistes, à plein de gens », je vais avoir du mal à le croire. Vous voyez, il faut avoir des éléments tangibles et une factualité importante.</p> <p>Je terminerai là-dessus sur un dernier exemple. J'ai entendu dans cette salle des téléphones portables sonner. Je pourrais, ici, vous faire une prophétie de malheur en 3 ou 4 minutes et vous démontrez que demain, un certain nombre d'entre vous aura des cancers du cerveau. C'est très simple, vous prenez les études australiennes - l'Australie est un des premiers pays à avoir adopté de manière massive le téléphone portable pour des raisons géographiques assez évidentes - où l'on constate qu'à partir de 1982, il y a un doublement du nombre de cancers du cerveau, sachant que ce cancer est une maladie particulièrement bien ciblée et qui implique en plus que les gens passent par une structure hospitalière, ce qui veut dire que ce doublement n'est pas dû à une attention, une vigilance particulières, mais bien à des chiffres réels.</p> <p>Vous ajoutez les expériences sur les rats, les résultats épidémiologiques suédoises, et puis éventuellement le lobby des fabricants de téléphones portables qui sont quand même le premier annonceur aujourd'hui dans la presse, et je peux vous démontrer assez facilement que, vraisemblablement, on va vers des milliers de morts. La dépêche AFP qui a indiqué les recherches suédoises, disait : « le phénomène est très, très inquiétant ». Libération qui reprend la dépêche AFP dit seulement « le phénomène est très inquiétant ». À partir de là, vous avez un indice de lobby ou d'auto-censure. Cela m'amène à répondre à la question du contre-lanceur d'alerte. Évidemment, il est très important et il y a là vraisemblablement une controverse comme on l'a vu dans le cas de l'amiante, où les fabricants prônaient l'usage contrôlé, une espèce de compromis entre l'interdiction et l'utilisation. Donc, il y a toujours des contre-lanceurs d'alerte dont la capacité d'action dépend de la position.</p> <p>Tout ce que j'ai dit suppose un certain nombre de choses, dont une démocratie minimale. Si vous êtes dans un pays totalitaire, c'est simple, vous regardez le courrier de Staline par exemple, qui reçoit dans les années 30 des messages des services secrets : « Quand même, machin, il dévie un peu de la ligne, là-bas, en Azerbaïdjan ». Que fait Staline ? Boum, il dégage. Donc au premier signe d'alerte, il passe à l'élimination.</p> <p>Traiter les alertes suppose donc un espace démocratique minimum.</p>
--	--

Cela dit, toutes les conditions ne sont pas toujours réunies, en particulier dans le monde du travail. De même que si les contre-lanceurs d'alerte deviennent « professionnels », que ce soient des industriels ou des experts, très vite leur crédibilité chute très fortement.

(questions inaudibles sur le sida, l'accident de la navette Challenger, le bug de l'an 2000, le génome et sa brevetabilité)

Didier Torny : La circulaire Soulié du 20 juin 1983 indiquait qu'il fallait faire une sélection des donneurs de sang en leur demandant s'ils sont homosexuels, haïtiens, hémophiles, héroïnomanes. Cette circulaire donna lieu, d'une part, à une polémique lancée notamment par Libération, avec des associations qui dénonçaient le fait qu'on ne veuille pas du sang de « pédés », « c'est quoi cette histoire, c'est dégueulasse », et, d'autre part, des résistances administratives et un manque de volonté d'application de la circulaire sur le terrain. Cela, c'est une alerte institutionnalisée, c'est-à-dire qu'il faut changer les pratiques mais en même temps, on n'insiste pas sur l'urgence, sur le caractère nécessaire. Ce n'est qu'une circulaire, ce n'est pas une autre forme plus dure de traitement administratif. Donc c'est véritablement là que ça se joue.

Vous évoquiez le travail de Diane Vaughan sur Challenger, qui raisonne en terme de déviance systémique et non en terme d'alerte, mais là encore, c'est une dérive liée au fait qu'on ne prend pas en compte l'ingénieur qui dit « mais attendez, mes joints ne résistent pas à telle température », ou celui qui dit « on va trop vite ». C'est parce qu'il y a eu un abandon de la critique interne sous la forme de la mise en doute, de la validité des procédures ou de leur sécurité, que la catastrophe a lieu.

Concernant le bug de l'an 2000, c'est effectivement un cas très intéressant de ce point de vue là. Un petit bémol cependant : il y a l'alerte première et les alertes dérivées. Après le bug de l'an 2000, on a dit : attendez, il y a celui du 29 février 2000, puis il y aura celui du 1^{er} janvier 2001. On voit bien que le phénomène, même quand il est apparemment circonscrit, peut donner lieu à des alertes dérivées. J'ai évoqué les produits sanguins à propos des maladies à prions, c'est typiquement une alerte dérivée : « Maintenant, il y a une nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ». On ne sait pas quel est le profil de cette nouvelle variante, on ne sait pas dans quels organes elle réside, ni ce qu'on doit faire si elle se transmet par le sang. C'est une alerte dérivée à partir d'une alerte première qui est la transmission à l'homme de l'ESB.

Sur la question de l'absence de réalisation du danger et la déception qu'elle entraîne, ce que vous pointez pour le bug, il y a néanmoins un certain nombre d'indices. Par exemple : « Y a-t-il des différences entre les pays où on n'a rien fait et ceux où on a agi ? ». Je n'ai pas vu énormément d'analyses là-dessus. Elles auraient peut-être pu aider à déterminer si le bug était du flan complet ou non. Je pense qu'on ne le saura jamais, à moins que des phénomènes qui n'ont pas encore donné lieu à une émergence, à quelque chose de tangible, ressortent dans cinq ans par exemple. Reste que localement, il y a eu des petits problèmes. Si on n'avait rien

Concernant le bug de l'an 2000, c'est effectivement un cas très intéressant de ce point de vue là. Un petit bémol cependant : il y a l'alerte première et les alertes dérivées. Après le bug de l'an 2000, on a dit : attendez, il y a celui du 29 février 2000, puis il y aura celui du 1^{er} janvier 2001. On voit bien que le phénomène, même quand il est apparemment circonscrit, peut donner lieu à des alertes dérivées. J'ai évoqué les produits sanguins à propos des maladies à prions, c'est typiquement une alerte dérivée : « Maintenant, il y a une nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ».

fait, on aurait vu. C'est une solution, on peut dire ça : moi je ne crois pas à votre truc, on ne va pas mettre 150 millions là-dedans, on va plutôt embaucher des gens pour faire autre chose. Et puis on attend de voir. Mais à mon avis, c'est un risque que ne prendront pas les politiques aujourd'hui par rapport à un danger qu'ils supposent réel.

Quant au génome si la question est très scientifique et technique, sur la question des dépôts des brevets, ce ne sont pas les scientifiques qui agissent, ce sont les juristes. Ce sont eux les véritables lanceurs d'alerte, je pense en particulier le travail fait en France par Marie-Angèle Hermitte depuis une dizaine d'années sur le problème de la brevetabilité du vivant, de la privatisation du génome, etc. Pour qu'un citoyen ordinaire réagisse, il faut que quelque chose lui arrive, sous une forme quelconque. Ce n'est pas une question d'intelligence, c'est vraiment une question de sens pratique. Si vous expliquez à l'agriculteur « de base » la technologie « terminator », qui consiste à inclure des gènes dans les semences qui les rendent potentiellement stériles ultérieurement, à partir de là, il peut parfaitement se mobiliser. L'une des missions des scientifiques consiste précisément à détechniciser, à rendre tangible au sens commun et à dire « regardez, ça pose tel et tel problème ». C'est mettre en scène quelque chose qui nous touche, au sens à la fois du raisonnement et de l'émotion.

Je rebondis juste sur le dossier des OGM, qui est à mi-chemin entre l'alimentation et la question du génome. Je connais des gens qui travaillent contre les OGM depuis une dizaine d'années. En 1995, ces gens-là disaient « c'est foutu, terminé, on a perdu parce qu'on est tout seul face à de gros labos, aux Etats, à la commission européenne ». Et puis, est arrivée la vache folle et, d'un seul coup, cette affaire a servi de point d'appui, de précédent.

Je connais des gens qui travaillent contre les OGM depuis une dizaine d'années. En 1995, ces gens-là disaient « c'est foutu, terminé, on a perdu parce qu'on est tout seul face à de gros labos, aux Etats, à la commission européenne ». Et puis, est arrivée la vache folle et, d'un seul coup, cette affaire a servi de point d'appui, de précédent.

Ce qui fait qu'aujourd'hui, vous le savez, le nombre d'hectares plantés en OGM diminue, se met en place un certain nombre de législations, la conférence de bio-sécurité a conclu qu'un état est en droit d'interdire l'importation des produits qu'il juge dangereux, à condition qu'il n'en fasse pas chez lui aussi. Donc ce dossier où l'on disait « les gens ne comprennent pas les OGM, ils ne voient pas ce qu'on veut dire, ils ne comprennent pas le danger, c'est trop technique », d'un seul coup, parce que la vache folle a rendu la sécurité alimentaire plus tangible, il a pu complètement basculer. Aujourd'hui en étant optimiste, on peut dire que le problème des OGM, au moins dans les pays occidentaux, est en grande partie réglé. Les distributeurs n'en veulent pas, les clients n'en veulent pas, personne n'en veut.

On a vu ce même basculement dans le cas de la radioactivité, à propos des labos souterrains. Cela peut paraître très bête et complètement irrationnel mais il y a des endroits où on voulait faire des labos souterrains. Évidemment, on a consulté des élus locaux, des représentants de la population, etc. Il n'y avait aucun problème. Jusqu'au jour où, très concrètement, des vigneron ont dit : « Si en dessous de nos vignes, on révèle qu'il y a des machins radioactifs, les gens ne voudront plus acheter nos vins ». Vous pouvez alors avoir d'un seul coup des acteurs intéressés et

un basculement du dossier vers des formes beaucoup plus publiques. C'est toujours possible, mais ça demande une réalisation minimale du dossier ou, comme je l'ai indiqué, un précédent. Intéresser les gens au bruit créé par les aéroports alors que l'aéroport n'est pas là, c'est très difficile. En revanche, si vous demandez aux gens de venir faire un tour sur place, à Bruxelles par exemple, pour voir ce que produisent les vols à 3 heures du matin, il devient nettement plus aisé de mobiliser.

Je vous remercie.

Daniel Borderies : *Le 13 avril, c'est donc avec Guy Paillotin, ancien président de l'INRA, que nous travaillerons sur la question de l'expert, et que se reposera sans doute cette question de l'alerte, autour du sujet « Expert : neutralité ou responsabilité ? Je crois que le travail qu'a fait pour nous Didier Torny nous aidera certainement à avancer dans les deux prochaines réunions. Je vous remercie d'être venus aussi nombreux, d'avoir participé à ce débat et je vous donne rendez-vous au prochain Café des Sciences et de la société.*

Notes de lecture

« Les sombres précurseurs, une sociologie

pragmatique de l'alerte et du risque »

de Didier Torny et Francis Chateauraynaud

(éditions de l'EHESS)

Par Valérie Pean

Vache folle, amiante, nucléaire... À travers ces trois grands chapitres des crises et autres affaires qui ont agité les années 90, l'objet du livre n'est pas tant de s'attacher à la réalité des risques encourus, mais de « prendre au sérieux les processus par lesquels des alertes se constituent, à l'intérieur ou à l'extérieur des réseaux institutionnels, et parvient, ou non, à provoquer des débats et des polémiques, accélérer des décisions ou des réformes, modifier des dispositifs ».

Car il ne suffit pas de tirer la sonnette d'alarme et d'annoncer les catastrophes à venir. Encore faut-il capter les indices d'un danger collectif, convoquer des expériences passées, mettre en forme le signal, trouver une crédibilité pour cette prise de parole publique et remplir les conditions de son acceptabilité... Autant de contraintes que doit surmonter cette figure particulière qu'est le lanceur d'alerte – « un personnage ou un groupe non officiel, ou se dégageant de leur rôle officiel, pour lancer un avertissement à titre individuel et selon des procédures inhabituelles «- pour être pris au sérieux. D'autant que les alertes, censées réveiller les agents assoupis, et qui apparaissent comme de » véritables mises à l'épreuve des dispositifs de veille et de gestion des crises déjà en place « sont, dès leur surgissement, soumises à une dynamique de transformation dans leurs modes de traitements, de passages d'un régime à l'autre, classés par les auteurs en sept grandes configurations : la vigilance, l'alerte, la controverse (« destin idéal de l'alerte » quand elle permet de produire le rejet ou l'admission d'un nouvel état des choses à partir d'un examen de toutes les thèses en présence), la polémique, le procès, la crise et la normalisation.

L'ensemble de cette démarche, de cette posture sociologique, pourrait-on dire, permet à Didier Torny et Francis Chateauraynaud de donner une

autre lecture des trois grands dossiers auxquels l'ouvrage s'attache, classés « selon le degré d'incertitude et d'extension du risque ».

Celui de l'amiante – risque ancré territorialement mais instaurant des voies d'extension –, né dans les années 70, oublié durant toute la décennie suivante, et réouvert de manière spectaculaire au milieu des années 90.

Celui de la radioactivité (dissémination du risque), apparu d'abord dans une logique de dénonciation, sur fond de conflit entre pro et anti-nucléaire, puis selon des lignes de rupture plus complexes et s'infléchissant vers la figure de l'alerte.

Celui des maladies à prions, enfin, (« risque typique qui marque les limites d'un monde organisé »), où « la vache folle sert aujourd'hui de précédents dans toutes sortes de conflits, controverses et alertes (...) en partant du constat qu'elle constitue l'une des situations auxquelles nous serons de plus en plus souvent confrontés : la survenue de risques nouveaux, difficilement évaluable, indirectement engendrés par l'usage d'une technique particulière ».

C'est sur quatre années d'enquêtes que s'appuie ce décryptage passionnant de ces trois grands foyers d'inquiétude que connaît notre société actuelle, décodant les signaux émis, les traitements médiatiques, les tensions entre réseaux et territoires et les types de résolution apportées. Un « récit » d'autant plus lisible qu'il déroule pas à pas le fil chronologique de chaque affaire. D'autant plus intelligible qu'il nous restitue une mémoire des événements tout en ouvrant des perspectives de prises sur le futur, à travers l'analyse des modèles de la prévision et de la vigilance.

Pour en savoir plus

BIBLIOGRAPHIE

« **Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception** ». C. Bessy et F. Chateauraynaud
Paris, Anne Marie Métailié. 1995.

« **Alertes, affaires et catastrophes. Logique de l'accusation et pragmatique de la vigilance** »
L. Botlanski, F. Chateauraynaud, J.-L. Derouet,
C. Lemieux, D. Torny. Actes du séminaire du
programme risques collectifs et situations de crise.
Paris, Centre national de la recherche scientifique,
séance du 15 février 1996. 164 pages.

« **Alertes et prophéties, les risques collectifs entre vigilance, controverse et critique** »
F. Chateauraynaud, C. Hérou, C. Lemieux,
D. Torny. Rapport final du programme Risques
collectifs et situation de crise. Paris. CNRS, groupe
de sociologie politique et morale. 1997. 2 tomes.

« **De l'alerte à la crise sanitaire : un modèle de transformation** ».
F. Chateauraynaud, C. Lemieux, D. Torny. Actes
du séminaire du programme Risques collectifs et
situation de crise. Paris. 1998.

« **La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses** ».
Politix. N° 44. 1998. De Didier Torny
« **Vaches folles et maladie de Creutzfeldt-Jacob : dissémination des réseaux et protection du territoire** ». De Didier Torny. Actes du séminaire du Programme Risques collectifs et situations de crise. Paris. Cnrs. 1996.

« **La haute professionnelle. Une sociologie des conflits de responsabilité** ». De Francis Chateauraynaud. Paris, Annie Métailié. 1991

« **Essai sur le tangible : entre expérience et jugement. La dynamique de la preuve et du sens commun** ». De Francis Chateauraynaud.
Document de travail. Paris EHESS. 1996. 80 pages.

« **Vigilance et transformation. Présence corporelle et responsabilité dans la conduite des dispositifs techniques** ». De Francis Chateauraynaud.
Réseaux N° 85. 1997.

« **Prospéro. De l'analyse du discours à la génération d'observatoires sociologiques** ». De Francis Chateauraynaud. Texte présenté aux journées Prospéro, Association Doxa, Saint-Hilaire de Court. 1998.

ON PEUT ÉGALEMENT LIRE

« **L'écologie au pouvoir** ». Daniel Boy, Presses de la Fondation nationales des sciences politiques. 1995.

« **La peur et le savoir. La société face à la science, la technique et leurs dangers** ». D. Duclos, Paris, La Découverte. 1989.

« **La science en action** ». Bruno Latour, Paris, La Découverte. 1989.

« **Mauvaise presse, sociologie du travail journalistique et de ses critiques** ». C. Lemieux, Paris, Annie Métailié. 1999

« **Le principe-responsabilité** ». H. Jonas, Traduction française, Paris, éditions du Cerf. 1990

« **La catastrophe, l'élu et le préfet** ». C. Gilbert Presse universitaire de Grenoble. 1990.

« **Entre savoir et décision, l'expertise scientifique** ». Philippe Roqueplo, Paris. INRA. Sciences en question. 1997.

Le site de la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA) est ouvert

Pour tout savoir des activités de la MAA, il vous suffit d'accéder à son site web, récemment ouvert : <http://www.agrobiosciences.org>

Le site décrit la vocation de la Mission, le programme des débats et événements qu'elle organise, le profil de son équipe, la liste de ses publications et de ses partenaires... Le site propose également le téléchargement des Actes édités par la Mission et de divers documents, ainsi que la commande en ligne des publications.

Pour vous tenir au courant des actualités et des nouvelles publications de la Mission, le site permet de s'inscrire à la lettre de diffusion électronique de la MAA. Mensuelle, celle-ci constitue un lien privilégié avec le réseau de la MAA permettant à la fois de publier les informations qui concerne la Mission et celles de ses partenaires. A noter que les non-voyants n'ont pas été oubliés. L'accès au site leur sera facilité grâce à l'application des directives destinées à améliorer l'accessibilité des contenus du Web aux non-voyants.

Ce site constitue la première étape concrète des moyens multimédia que met en place la MAA. Prochains tournants : l'édition sur cédérom des différents débats, colloques et conférences produits par la Mission, mais également la mise en ligne sur Internet d'un site-portal, l'« Observatoire des Agrobiosciences ». Lieu de ressources et d'échanges sur les sciences de la vie, l'agriculture et l'alimentation, il contribuera pleinement au débat public via la diffusion d'informations, la veille sur les débats en cours, en France et en Europe, ainsi que la création de forums et l'indication des liens les plus pertinents.

Contact :
Erwane Monthubert
05 62 88 14 56
erwane@agrobiosciences.org

